

Annexes au Rapport Enquête Publique Dorengt

1. Désignation Tribunal Administratif en date du 30 août 2018.
2. Arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'enquête publique en date du 17 octobre 2018.
3. Arrêté préfectoral régional prescrivant un diagnostic archéologique en date du 24 juillet 2017.
4. Avis tacite de l'Autorité Environnementale du 9 octobre 2018.
5. Parutions dans les journaux du département.
6. Délibérations de conseils municipaux.
7. Courriers reçus lors de l'enquête et pétition.
8. PV Synthèse et Mémoire en réponse.
9. Photos et articles presse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

30/08/2018

N° E18000134 /80

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

Vu enregistrée le 20 août 2018, la lettre par laquelle le préfet de l'Aisne (Direction départementale des territoires) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ENERTRAG Aisne X dont le siège est à Cergy Pontoise en vue d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dénommée "parc éolien de Dorengt" comprenant 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2018 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au préfet de l'Aisne (Direction départementale des territoires), à la société ENERTRAG Aisne X en qualité de maître d'ouvrage et à Monsieur Jean-Quentin DELVAL. Copie en sera adressée pour information au maire de Dorengt.

Fait à Amiens, le 30/08/2018

Le Président,



Didier MESOGNON



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

Annexe 2

*Direction départementale des territoires
Service Environnement*

*Unité gestion des Installations
Classées pour la Protection de
l'Environnement, Déchets*

N°AEU 116

IC/2018/439

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ORDONNANT
L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE
PORTANT SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE D'EXPLOITER UN PARC
ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE
DE DORENGT PRÉSENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ
ENERTRAG AISNE X**

**LE PRÉFET DE L'AISNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R.181-1 et suivants et R.181-36 et suivants ;

VU le code de l'énergie ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

VU la demande déposée le 5 juillet 2017 par la société ENERTRAG AISNE X, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dénommée PARC EOLIEN DE DORENGT sur le territoire de la commune de DORENGT ;

VU l'étude d'impact et les pièces présentes dans le dossier ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 juillet 2018 établissant la recevabilité de la demande précitée ;

VU l'avis tacite de l'autorité environnementale ;

VU l'ordonnance de Monsieur le Président du tribunal administratif d'Amiens en date du 30 août 2018 portant désignation de Monsieur Jean-Quentin DELVAL officier supérieur en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT que les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sont visées par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relève de l'autorisation après enquête publique ;

SUR PROPOSITION du Directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DE L'ENQUÊTE

La société ENERTRAG AISNE X demande l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter un parc de 6 éoliennes et de 2 postes de livraison et de construire les ouvrages de transport de l'électricité ainsi produite. Ce projet est situé sur le territoire de la commune de DORENGT. Ces éoliennes sont dotées d'une puissance unitaire de 2,75 MW, d'une hauteur de 145 mètres et situées sur les parcelles cadastrales suivantes n° ZA 3, ZA 5, ZA 14 et ZD 11.

Il sera procédé à une enquête publique dans la commune de DORENGT sur ce projet. Cette enquête se déroulera du **mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus**.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du préfet, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

Sa décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les communes concernées ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

ARTICLE 2 – CONSULTATION DU DOSSIER ET PERMANENCES

Le public pourra prendre connaissance du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, qui comporte notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, à la mairie de DORENGT aux heures habituelles d'ouverture.

Le commissaire enquêteur désigné sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Mercredi 14 novembre 2018	9H00 - 12H00	Mairie de DORENGT
Jedi 22 novembre 2018	14H00 - 17H00	Mairie de DORENGT
Mercredi 28 novembre 2018	14H00 - 17H00	Mairie de DORENGT
Vendredi 7 décembre 2018	9H00 - 12H00	Mairie de DORENGT
Samedi 15 décembre 2018	9H00 - 12H00	Mairie de DORENGT

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est mis en ligne sur le site internet de la préfecture (www.aisne.pref.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également garanti par un poste informatique situé à la direction départementale des territoires – service environnement – unité ICPE, déchets – 50 boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX sur prise de rendez-vous.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ ET AFFICHAGE

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute celle-ci, un avis au public, sera affiché en mairie, par les soins des maires, dans les communes de BOUE, CHIGNY, CRUPILLY, DORENGT, ETREUX, ESQUEHERIES, FLAVIGNY LE GRAND ET BEURAIN, GRAND VERLY, GUISE, HANNAPES, IRON, LA NEUVILLE LES DORENGT, LAVAQUERESSE, LE NOUVION EN

THIERACHE, LESCHELLE, LESQUIELLES SAINT GERMAIN, MALZY, MONCEAU SUR OISE, OISY, TUPIGNY, VADENCOURT, VENEROLLES, VILLERS LES GUISE et WASSIGNY, dont une partie du territoire est située à moins de 6 kilomètres du périmètre de l'exploitation envisagée.

Cet avis, qui devra être publié en caractères apparents, précisera notamment que l'intégralité du dossier qui contient en outre une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale est consultable sur le site de la préfecture. (www.aisne.gouv.fr). Il mentionnera également :

- l'objet de l'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ;
- le ou les lieux, ainsi que les jours et heures, où le dossier pourra être consulté sur support papier et le registre accessible au public ;
- les lieux, jours et heures, où le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ; le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
- le lieu ainsi que les horaires d'accès où le dossier pourra être consulté sur un poste informatique ;
- l'identité du responsable de projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
- l'adresse postale et électronique où le public pourra transmettre ses observations et propositions pendant le délai d'enquête ;
- les coordonnées du maître d'ouvrage responsable du projet soumis à enquête.

Il y sera spécifié que la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus délivré par monsieur le préfet de l'Aisne.

Il mentionnera la durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes précitées.

L'enquête sera annoncée quinze jours avant son ouverture et rappelée dans les huit premiers jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il sera de plus publié sur le site internet de la préfecture (www.aisne.gouv.fr). En outre, l'avis sera affiché par le demandeur, de façon visible depuis la voie publique, sur des panneaux disposés sur chacune des voies d'accès aux terrains, objet de la demande. L'avis devra être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

ARTICLE 4 – OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS DU PUBLIC

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition à la mairie de DORENGT.

Le public pourra également les adresser au commissaire enquêteur, par lettre, à la mairie de DORENGT 02450, 1 rue du calvaire. Elles y sont tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais. Ces observations doivent être consignées, reçues ou notifiées avant la fin de l'enquête.

Par ailleurs, pendant la durée de l'enquête, le public pourra adresser au commissaire-enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique – Observations – Société ENERTRAG AISNE X – Projet d'implantation d'un parc éolien – DORENGT ». Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur, qui les tiendra à la disposition du public à la mairie de DORENGT. Elles seront également mises en ligne sur le site Internet de la préfecture dans les meilleurs délais.

En outre, les observations et propositions écrites ou orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures susmentionnés.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations devront parvenir avant la clôture de l'enquête le samedi 15 décembre 2018 à 12H00.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION DE DOCUMENTS À LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable du projet. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

ARTICLE 6 – VISITE DES LIEUX

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

ARTICLE 7 – AUDITION DE PERSONNES

Le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.

ARTICLE 8 – RÉUNION D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

S'il estime que la nature, l'importance du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur définit en concertation avec le préfet et le responsable du projet les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

À l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet ainsi qu'au préfet. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet sont annexées au rapport de fin d'enquête.

Aux fins d'établissement de ce compte rendu, le commissaire enquêteur peut procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur avec son rapport de fin d'enquête au préfet. Les frais afférents à l'organisation de la réunion sont à la charge du responsable du projet.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

ARTICLE 9 – RAPPORT ET CONCLUSIONS

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre dans un délai de huit jours le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire-enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet a quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique au préfet de l'Aisne, direction départementale des territoires – service environnement – unité I.C.P.E., déchets – 50 Boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX – l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur par le préfet, après avis du responsable du projet.

Toute personne pourra prendre connaissance à la Direction départementale des territoires et à la mairie de DORENGT de la copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur où elle sera tenue à sa disposition pendant un an.

Ces éléments sont rendus publics sur le site internet de la préfecture pour une durée d'un an.

Le préfet peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur est informé de la tenue d'une telle réunion.

ARTICLE 10 – ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE ET SUSPENSION D'ENQUÊTE

Pendant l'enquête publique, si le responsable du projet estime nécessaire d'apporter à son projet des

modifications substantielles, le préfet peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur, suspendre l'enquête publique pendant une durée maximale de 6 mois. Cette possibilité ne peut être utilisée qu'une seule fois.

À l'expiration du délai fixé, et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté, l'enquête est prolongée pour une durée d'au moins trente jours.

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le responsable du projet peut, s'il estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander au préfet d'ouvrir une enquête complémentaire d'une durée minimale de quinze jours portant sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement. L'enquête complémentaire est ouverte dans les mêmes conditions que l'enquête initiale. Le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête publique est alors reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

ARTICLE 11 – INFORMATION ET DÉCISION

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susvisée, qui peut être un arrêté d'autorisation environnementale assorti de prescriptions ou un arrêté de refus.

Cet arrêté vaudra décision :

- sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Des informations peuvent être demandées auprès de la société ENERTRAG AISNE X au 4-6 rue des Chauffours, CAP Cergy/bâtiment B, 95015 CERGY PONTOISE cedex, ou à la Direction départementale des territoires, Service Environnement, Unité gestion des I.C.P.E., Déchets, 50 boulevard de Lyon 02011 LAON cedex.

ARTICLE 12 – DÉLIBÉRATION DES COMMUNES :

Les conseils municipaux des communes de BOUE, CHIGNY, CRUPILLY, DORENGT, ETREUX, ESQUEHERIES, FLAVIGNY LE GRAND ET BEAURAIN, GRAND VERLY, GUISE, HANNAPES, IRON, LA NEUVILLE LES DORENGT, LAVAQUERESSE, LE NOUVION EN THIERACHE, LESCHELLE, LESQUIELLES SAINT GERMAIN, MALZY, MONCEAU SUR OISE, OISY, TUPIGNY, VADENCOURT, VENEROLLES, VILLERS LES GUISE et WASSIGNY seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête. Toutefois, ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 13 – DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête sur le projet indiqué ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-4 du code de l'environnement, en cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Le commissaire enquêteur remplaçant exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 14 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires, la sous-préfète de VERVINS, les maires des communes de BOUE, CHIGNY, CRUPILLY, DORENGT, ETREUX, ESQUEHERIES, FLAVIGNY LE GRAND ET BEAURAIN, GRAND VERLY, GUISE, HANNAPES, IRON, LA NEUVILLE LES DORENGT, LAVAQUERESSE, LE NOUVION EN THIERACHE, LESCHELLE, LESQUIELLES SAINT GERMAIN, MALZY, MONCEAU SUR OISE, OISY, TUPIGNY, VADENCOURT, VENEROLLES, VILLERS LES GUISE et WASSIGNY, ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Président du Tribunal administratif d'AMIENS, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'au responsable du projet.

FAIT A LAON, le 17 OCT. 2018

 Directeur départemental
des territoires

Pierre-Philippe FLORID

Annexe 3

Arrêté n° 2017-630927-A1
Rappel de prescriptions de diagnostic



PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Le Préfet de la Région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code du Patrimoine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-629156-A1 en date du 13 septembre 2016 prescrivant un diagnostic archéologique sur le terrain sis à :

Dorengt (Aisne)
Sections ZA n° 3, 5, 14 ; ZD n° 11, 18

Vu la notification d'attribution du diagnostic à l'INRAP en date du 26 septembre 2016

Considérant que la demande d'autorisation environnementale a pour objet le même terrain que l'arrêté préfectoral susvisé

ARRETE

Article 1 : Les prescriptions émises dans l'arrêté n° 2016-629156-A1 susvisé (copie en pièce jointe) s'appliquent à la demande d'autorisation environnementale, référencée au service régional de l'archéologie sous le numéro de dossier n° 630927.

Article 2 : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'Inrap, à la DDT de Laon (ICPE) et à Enertrag .

Fait à Amiens, le 24 juillet 2017

Pour le Préfet de la région Hauts-de-France
et par délégation,
Le conservateur régional de l'archéologie

Jean-Luc Collart

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100



COPIE

PRÉFET DE LA RÉGION NORD – PAS-DE-CALAIS PICARDIE

**Le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code du patrimoine ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, en qualité de préfet région Nord – Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone défense et sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} janvier 2016, nommant Monsieur Michel ROUSSEL, directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Nord – Pas-de-Calais Picardie ;

Vu l'arrêté du 15 avril 2016 portant détachement de Monsieur Michel ROUSSEL dans l'emploi de directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie

Vu l'arrêté du 20 juillet 2016 chargeant Monsieur Michel ROUSSEL de l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie à compter du 22 août 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2016 accordant délégation de signature à Monsieur Michel ROUSSEL, directeur régional par intérim des affaires culturelles de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie.

Vu l'arrêté portant délégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles du Nord – Pas-de-Calais Picardie en date du 22 août 2016 et paru au recueil des actes administratifs numéro 123 en date du 26 août 2016 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc COLLART, conservateur régional de l'archéologie ;

Considérant que des travaux sont envisagés sur les terrains sis à :

**Dorengt (Aisne)
Section ZA n° 3, 5, 14 Section ZD n° 11, 18**

travaux faisant l'objet d'une demande d'autorisation unique, déposée par :

**Enertrag Alsne X
Cap Cergy - bât. B
4/6 rue des Chauffours
95015 Cergy-Pontoise cedex**

demande reçue au service régional de l'archéologie le 12 septembre 2016 et référencée sous le n° 629156.

Considérant que, en raison de leur nature, les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, car ils sont situés dans un secteur avec une forte potentialité archéologique (proximité de la voie romaine menant d'Augusta Viromanduorum (Saint-Quentin) à Duronum (Etroeungt) ; terroir agricole favorable aux occupations humaines anciennes) ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue, l'intérêt et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

ARRÊTE

Article 1 : caractéristiques

Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain faisant l'objet des aménagements, ouvrages ou travaux considérés, sis à Dorengt (Aisne) - Section ZA n° 3, 5, 14 - Section ZD n° 11, 18.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 : désignation de l'opérateur d'archéologie préventive

Conformément aux articles R.523-24 à 29 du code du patrimoine, le diagnostic peut être réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du service archéologique départemental de l'Aisne. Ce service dispose de 14 jours, à compter de la réception du présent arrêté pour faire connaître s'il accepte de réaliser le diagnostic. Ce service doit notifier la date de réception du présent arrêté par courriel aux adresses suivantes : alexandre.audebert@culture.gouv.fr et maryse.driencourt@culture.gouv.fr. Dans la négative ou à défaut de réponse dans le délai de 14 jours, le diagnostic sera réalisé par l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Le préfet de région notifiera l'attribution du diagnostic à l'opérateur et informera l'aménageur.

Article 3 : conditions de réalisation

Le diagnostic sera exécuté conformément au projet d'opération élaboré par l'opérateur chargé du diagnostic, sur la base des prescriptions détaillées aux articles suivants.

Les conditions de sa réalisation seront définies contractuellement, en application de l'article R.523-31 du code du patrimoine.

Article 4 : emprise

En application de l'article R.523-23 susvisé, le diagnostic portera sur l'ensemble de la surface du terrain assiette du projet. En effet, l'ensemble du terrain peut faire l'objet de travaux affectant le sol et par conséquent susceptibles de porter atteinte aux vestiges archéologiques éventuellement présents (travaux de construction des bâtiments proprement dits, mais aussi de réseau, de voirie et parcage, d'aménagement paysager et d'une façon générale tous travaux générant un impact au sol). L'emprise du diagnostic s'inscrit notamment dans la perspective d'éventuelles prescriptions postérieures au diagnostic de modification de projet, en application de l'article R.523-15 du code du patrimoine susvisé. En effet, la nature et la localisation des vestiges archéologiques repérés peuvent parfois conduire à modifier ou déplacer des aménagements ou constructions projetés. Il importe dans ce cas que les résultats du diagnostic puissent aider l'aménageur à trouver, sur son terrain, un emplacement compatible avec la préservation du patrimoine archéologique.

Article 5 : superficie

Les investigations porteront sur une superficie de 71 551 m² (éoliennes E1 à E6, voiries, postes de livraison, raccordements électriques inter-éoliennes), conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 6 : objectifs

En application de l'article R.523-23 susvisé, le diagnostic a pour objectif de détecter et caractériser les vestiges archéologiques. Il doit livrer les données nécessaires pour statuer sur les suites à donner et notamment permettre d'établir un cahier des charges scientifique dans le cas où le préfet de région déciderait de prescrire une fouille.

Les éléments d'information recueillis lors du diagnostic doivent permettre d'évaluer :

- son emprise,
- sa profondeur d'enfouissement,
- son contexte environnemental,
- son état de conservation,
- sa nature,
- sa chronologie,
- son potentiel scientifique.

Le projet de diagnostic présenté par l'opérateur d'archéologie préventive précisera :

- la durée de l'opération ;
- la composition de l'encadrement de l'équipe (nature et compétences) ;

- les moyens mécaniques mis en œuvre ;
- les moyens spécifiques (spécialistes éventuels...) ;
- ainsi que toutes propositions de techniques ou de méthodes aptes à répondre aux objectifs fixés.

Article 7 : principes méthodologiques

La détection des vestiges nécessitera la réalisation de tranchées continues à la pelle mécanique, sous la direction du responsable scientifique et selon ses directives. La pelle mécanique, travaillant en rétroaction, sera munie d'un godet à lame lisse d'une largeur d'au moins 2 m. Les tranchées seront réparties de manière régulière sur la totalité de l'emprise à évaluer et la surface décapée représentera au moins 10 % de sa superficie.

Si des vestiges sont détectés durant cette phase, des fenêtres complémentaires ou surfaces tests, seront ouvertes afin de caractériser ceux-ci. Elles auront une taille suffisante pour permettre une vision en plan et en coupe représentative et porteront la surface ouverte dans les secteurs sensibles à environ 12 à 15 %.

Les structures mises au jour devront être correctement caractérisées et datées, au moyen de la fouille, au moins partielle, d'un nombre significatif d'entre elles. Elles devront faire l'objet de relevés graphiques précis et être localisées sur un plan. Leur cote d'apparition et l'épaisseur du décapage devront être indiquées.

L'emprise du diagnostic ainsi que les limites des tranchées devront être géolocalisées précisément (en Lambert 93) sur un fond cadastral à une échelle lisible.

Article 8 : contrôle scientifique et technique de l'Etat

Le responsable scientifique de l'opération informera régulièrement le conservateur régional de l'archéologie et l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier de l'état d'avancement de l'opération.

Dans les jours précédant la réalisation du diagnostic, il prendra contact (par téléphone ou courriel) avec l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier, pour lui indiquer la date exacte de son intervention.

Toute découverte de vestiges sera signalée immédiatement par un appel téléphonique au conservateur régional de l'archéologie ou à l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier.

Article 9 : mesures de conservation préventive

Les mesures appropriées seront prises pour assurer la bonne conservation des structures mises au jour, face aux intempéries ou au vandalisme.

Afin d'assurer la bonne conservation des vestiges, les sondages seront remblayés à l'issue de l'intervention. Ce remblaiement pourra se limiter aux secteurs ayant livré des vestiges archéologiques significatifs.

Le remblaiement n'interviendra qu'après accord du conservateur régional de l'archéologie.

Article 10 : rapport

A l'issue du diagnostic, le rapport établi par le responsable scientifique de l'opération sera transmis par l'opérateur d'archéologie préventive, au préfet de région en huit exemplaires, dont un non broché.

Le rapport de diagnostic comprendra tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, à savoir :

- les données administratives,
- les informations techniques sur l'opération (composition de l'équipe et nombre de jours),
- un rappel du contexte historique et archéologique (éventuellement recherche archivistique),
- une présentation complète des observations archéologiques, abondamment illustrée par des relevés et plans (à une échelle lisible), ainsi que par des photographies,
- une synthèse des résultats scientifiques, avec une mise en perspective locale et régionale,
- les études du mobilier et des restes naturels par des spécialistes,
- un inventaire du mobilier précisant le ou les propriétaires du terrain lors de l'intervention archéologique.

L'épaisseur du décapage et la cote d'apparition des vestiges devront être très précisément indiquées.

Une version numérique, identique à la version papier, sera également établie et devra respecter les standards et les normes définis dans le cadre commun d'interopérabilité des systèmes d'information publics.

L'ensemble des textes et illustrations sera fourni sur cédérom compatible Mac/PC, au format PDF (Adobe Acrobat), numérisé en haute qualité (qualité « presse »). Sur le cédérom, on trouvera également les données informatisées d'enregistrement (structures, inventaires mobiliers, topographie...) au format :

- tabulé pour les listes et inventaires,
- RTF pour les textes,
- JPEG ou TIFF pour les images et photos numérisées, en format natif du logiciel utilisé,
- pour les fichiers de dessin vectoriel : au format natif du logiciel utilisé et au format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

Article 11 : notice scientifique

La notice scientifique, accompagnée de plans et photographies, destinée à une diffusion rapide dans *Archéologie de la France Info* et dans le *Bilan scientifique régional* sera transmise sous forme numérique.

Article 12 : le responsable scientifique de l'opération

En application de l'article R.523-23 du code du patrimoine susvisé, le responsable scientifique de l'opération devra être un spécialiste de l'archéologie rurale.

Préalablement à l'intervention de terrain, le responsable scientifique de l'opération consultera le dossier d'aménagement, les informations de la carte archéologique, afin de bien appréhender le contexte archéologique.

A cette occasion, il prendra contact avec l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier, pour définir les modalités de l'intervention :

Il complétera les documents administratifs nécessaires à l'établissement de son arrêté de désignation comme responsable scientifique d'opération.

Article 13 : mobilier archéologique

Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de diagnostic est conservé par l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain du diagnostic.

L'inventaire de ce mobilier sera établi par parcelle, avec l'indication du nom du ou des propriétaires au moment de la découverte du mobilier. Il sera transmis avec le rapport de diagnostic, sous forme informatique, et communiqué par le préfet de région au(x) propriétaire(s) du (ou des) terrain(s) qui pourra(ont) faire valoir leurs droits dans un délai d'un an à compter de la réception de l'inventaire, conformément à l'article 523-67 du code du patrimoine.

Article 14 : exécution de l'arrêté

Le directeur régional des affaires culturelles par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au service archéologique départemental de l'Aisne, à l'Inrap, à la DDT de Laon (ICPE) et à Enertrag Aisne X.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente.

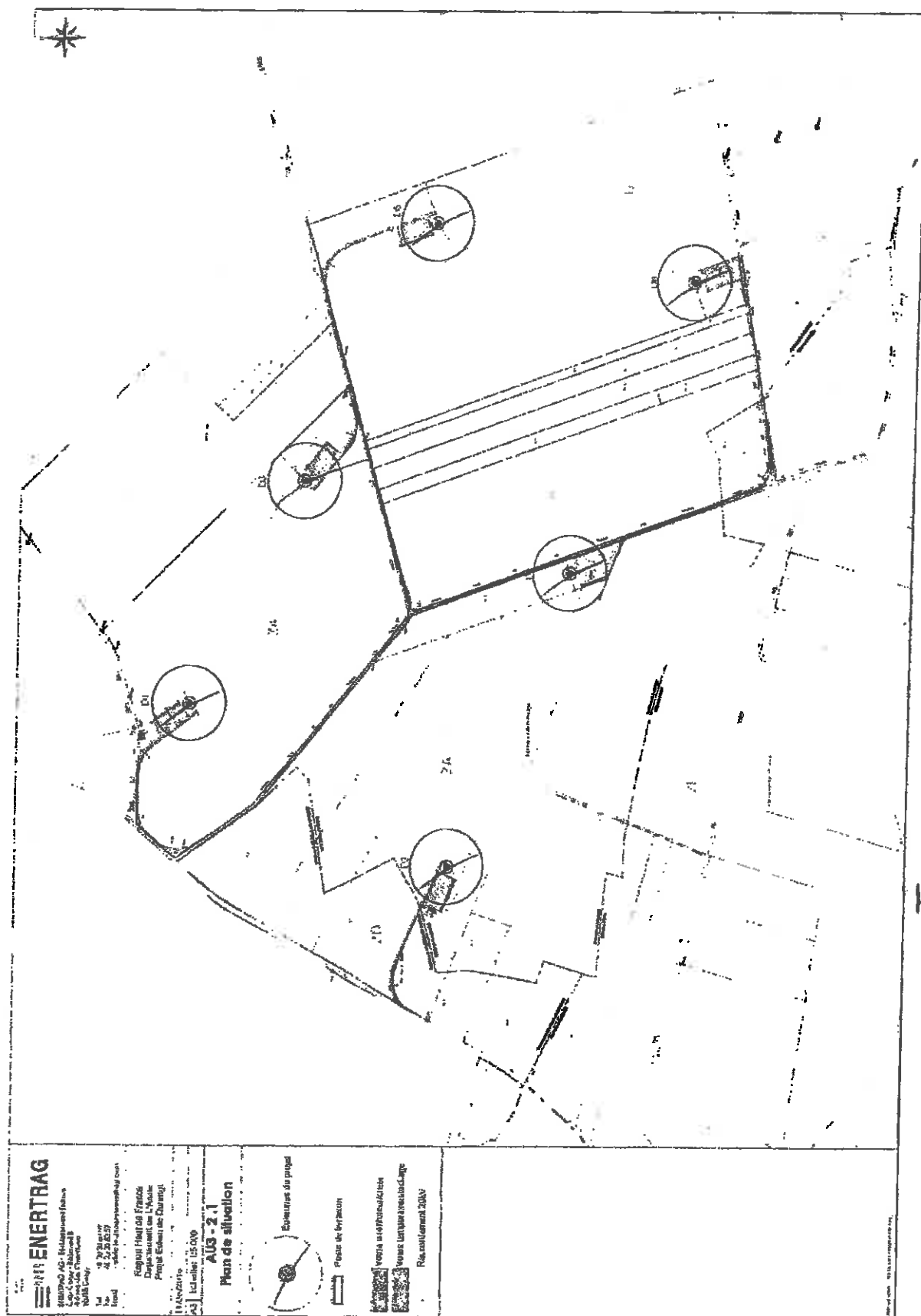
En application de l'article R.523-17 du code du patrimoine susvisé, l'autorisation d'urbanisme ou autre autorisation d'aménagement liée aux travaux envisagés ci-dessus considérés et délivrée par l'autorité compétente devra mentionner que l'exécution des prescriptions archéologiques est un préalable à la réalisation des travaux.

Le service instructeur transmettra une copie de cette autorisation au Service régional de l'archéologie.

Fait à Amiens, le 13 septembre 2016

Pour le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie
et par délégation,
Pour le directeur régional des affaires culturelles par intérim
Le conservateur régional de l'archéologie

Jean-Luc Collart



Emprises du diagnostic archéologique (629156)

Société « Enertrag Alsine X » - Parc éolien de Dorange (02)
 Dossier de Demande d'Autorisation Unique

Carte d. Plan cadastral du parc éolien de Dorange (source Enertrag 2018)
 p. 22

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100



MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
HAUTS-DE-FRANCE
DU CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Présidente
de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
à

Préfecture de l'Aisne
UD de l'Aisne
ud-aisne.dreal-hauts-de-
france@developpement-
durable.gouv.fr

caroline.douchez@developpement-
durable.gouv.fr

Lille, le 9 octobre 2018

Objet : Projet de parc éolien de Dorengt sur la commune de Dorengt (02)
Information d'**Avis tacite de l'autorité environnementale**
N° d'enregistrement Garance : 2018-2790

Monsieur le Préfet,

Vous avez saisi le 3 août 2018 l'autorité environnementale pour avis sur le projet cité en objet.

Aucun avis de l'autorité environnementale n'a été formellement produit dans le délai de deux mois suivant la saisine.

Le présent courrier vous informe de l'absence d'observation de l'autorité environnementale sur le projet. Il sera joint au dossier d'enquête publique.

Cette information sera publiée sur le site internet de la MRAE Hauts-de-France.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

La Présidente
de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France

Patricia CORREZE-LENEE

Copies : Préfecture de l'Aisne
DREAL Hauts-de-France

Direction Départementale
des Territoires

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Demande d'autorisation
environnementale
d'exploiter un parc éolien
sur la commune de Dorengt,
présentée par la Société
ENERTRAG AISNE X

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 17 octobre 2018, une enquête publique qui sera ouverte du mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus, dans la commune de Dorengt relative à la demande présentée par la Société ENERTRAG AISNE X dont le siège social est situé 4-6, rue des Chauffours - Cap Cergy - Bâtiment B - 95015 Cergy-Pontoise, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée PARC ÉOLIEN DE DORENGT sur le territoire de la commune de Dorengt.

Ce projet est composé de 6 éoliennes d'une puissance unitaire de 2,75 MW et d'une hauteur de 145 mètres en bout de pale, de 2 postes de livraison et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, dans la Mairie de Dorengt aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la Mairie de Dorengt, siège de l'enquête. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction Départementale des Territoires - 50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique - Observations - Société ENERTRAG AISNE X - Projet d'implantation d'un parc éolien - DORENGT ». La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur qui les tiendra à la disposition du public à la Mairie de Dorengt. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture.

Des informations peuvent être également demandées auprès de la Société ENERTRAG AISNE X, dont le siège social est situé 4-6, rue des Chauffours - Cap Cergy - Bâtiment B - 95015 Cergy-Pontoise, ou à la Direction Départementale des Territoires - Service environnement - Unité ICPE, déchets - 50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex.

Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

Jours - Heures - Lieu :
- Mercredi 14 novembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt
- Jeudi 22 novembre 2018 - De 14 h à 17 h - Mairie de Dorengt
- Mercredi 28 novembre 2018 - De 14 h à 17 h - Mairie de Dorengt
- Vendredi 7 décembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt
- Samedi 15 décembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt

À l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction Départementale des Territoires (50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex), à la Mairie de Dorengt et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision :

- Sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L 512-1 du code de l'environnement.

Fait à Laon, le 19 octobre 2018
Pour le Directeur départemental
des territoires et par délégation,
L'Adjointe
au Responsable de l'Unité,
Jenny POIRETTE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de DORENGT, présentée par la Société ENERTRAG AISNE X

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 17 octobre 2018, une enquête publique qui sera ouverte du mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus, dans la commune de DORENGT relative à la demande présentée par la Société ENERTRAG AISNE X dont le siège social est situé 4-6 rue des Chauffours, Cap Cergy, Bâtiment B, 95015 CERGY-PONTOISE, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée PARC ÉOLIEN DE DORENGT sur le territoire de la commune de DORENGT.

Ce projet est composé de 6 éoliennes d'une puissance unitaire de 2,75 MW et d'une hauteur de 145 mètres en bout de pale, de 2 postes de livraison et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, dans la mairie de DORENGT aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la mairie de DORENGT, siège de l'enquête. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction départementale des territoires, 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique - Observations - Société ENERTRAG AISNE X - Projet d'implantation d'un parc éolien - DORENGT ». La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire-enquêteur qui les tiendra à la disposition du public à la mairie de DORENGT. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture.

Des informations peuvent être également demandées auprès de la Société ENERTRAG AISNE X, dont le siège social est situé 4-6 rue des Chauffours, Cap Cergy, Bâtiment B, 95015 CERGY-PONTOISE, ou à la Direction départementale des territoires - Service environnement - Unité ICPE, déchets - 50 Boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex.

Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il sera présent aux jours, heures et lieux suivants :
- Mercredi 14 novembre 2018 de 9 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Jeudi 22 novembre 2018 de 14 H 00 à 17 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Mercredi 28 novembre 2018 de 14 H 00 à 17 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Vendredi 7 décembre 2018 de 9 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Samedi 15 décembre 2018 de 09 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT

À l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction départementale des territoires (50, boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex), à la mairie de DORENGT et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision :

- sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L 512-1 du code de l'environnement

Fait à LAON, le 19 octobre 2018

Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
L'adjointe au Responsable de l'Unité, Jenny POIRETTE

Parutions du 29 octobre
2018
- L'UNION
- L'Aisne Nouvelle

[illegible]

Avis administratifs

Direction Départementale
des Territoires

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Demande d'autorisation
environnementale
d'exploiter un parc éolien
sur la commune de Dorengt,
présentée par la Société
ENERTRAG AISNE X

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 17 octobre 2018, une enquête publique qui sera ouverte du mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus, dans la commune de Dorengt relative à la demande présentée par la Société ENERTRAG AISNE X dont le siège social est situé 4-6, rue des Chauffours - Cap Cergy - Bâtiment B - 95015 Cergy-Pontoise, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée PARC ÉOLIEN DE DORENGT sur le territoire de la commune de Dorengt.

Ce projet est composé de 6 éoliennes d'une puissance unitaire de 2,75 MW et d'une hauteur de 145 mètres en bout de pale, de 2 postes de livraison et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, dans la Mairie de Dorengt aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la Mairie de Dorengt, siège de l'enquête. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction Départementale des Territoires - 50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante :

ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique - Observations - Société ENERTRAG AISNE X - Projet d'implantation d'un parc éolien - DORENGT ». La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur qui les tiendra à la disposition du public à la Mairie de Dorengt. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture.

Des informations peuvent être également demandées auprès de la Société ENERTRAG AISNE X, dont le siège social est situé 4-6, rue des Chauffours - Cap Cergy - Bâtiment B - 95015 Cergy-Pontoise, ou à la Direction Départementale des Territoires - Service environnement - Unité ICPE, déchets - 50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex.

Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Il sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

- Mercredi 14 novembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt
- Jeudi 22 novembre 2018 - De 14 h à 17 h - Mairie de Dorengt
- Mercredi 28 novembre 2018 - De 14 h à 17 h - Mairie de Dorengt
- Vendredi 7 décembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt
- Samedi 15 décembre 2018 - De 9 h à 12 h - Mairie de Dorengt

À l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction Départementale des Territoires (50, boulevard de Lyon - 02011 Laon Cedex), à la Mairie de Dorengt et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision.

- Sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L 512-1 du code de l'environnement.

Fait à Laon, le 19 octobre 2018
Pour le Directeur départemental
des territoires et par délégation,
L'Adjointe
au Responsable de l'Unité,
Jenny POIRETTE

1452619900

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de DORENGT, présentée par la Société ENERTRAG AISNE X

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le Préfet de l'Aisne a prescrit, par arrêté du 17 octobre 2018, une enquête publique qui sera ouverte du mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus, dans la commune de DORENGT relative à la demande présentée par la Société ENERTRAG AISNE X dont le siège social est situé 4-6 rue des Chauffours, Cap Cergy, Bâtiment B, 95015 CERGY-PONTOISE, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs de plus de 50 mètres de hauteur dénommée PARC ÉOLIEN DE DORENGT sur le territoire de la commune de DORENGT.

Ce projet est composé de 6 éoliennes d'une puissance unitaire de 2,75 MW et d'une hauteur de 145 mètres en bout de pale, de 2 postes de livraison et des ouvrages de transport d'électricité associés.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée par le projet pourra prendre connaissance du dossier, qui contient l'étude d'impact et l'avis émis par l'autorité environnementale, dans la mairie de DORENGT aux heures habituelles d'ouverture, et formuler éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, à la mairie de DORENGT, siège de l'enquête. Ces observations doivent être consignées ou reçues avant la fin de l'enquête.

Le dossier complet est consultable sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne (www.aisne.gouv.fr). Un accès gratuit au dossier est également possible sur un poste informatique à la Direction départementale des territoires, 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, sur rendez-vous.

Le public pourra adresser au commissaire enquêteur ses observations et propositions par voie électronique à l'adresse mail suivante : ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr. Il conviendra de préciser dans l'objet du message : « Enquête publique - Observations - Société ENERTRAG AISNE X - Projet d'implantation d'un parc éolien - DORENGT ». La taille des messages et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet. Les observations recueillies par voie électronique seront transmises au commissaire-enquêteur qui les tiendra à la disposition du public à la mairie de DORENGT. Elles seront également mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site Internet de la préfecture.

Des informations peuvent être également demandées auprès de la Société ENERTRAG AISNE X, dont le siège social est situé 4-6 rue des Chauffours, Cap Cergy, Bâtiment B, 95015 CERGY-PONTOISE, ou à la Direction départementale des territoires - Service environnement - Unité ICPE, déchets - 50 Boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex.

Monsieur Jean-Quentin DELVAL, officier supérieur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

- Mercredi 14 novembre 2018 de 9 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Jeudi 22 novembre 2018 de 14 H 00 à 17 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Mercredi 28 novembre 2018 de 14 H 00 à 17 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Vendredi 7 décembre 2018 de 9 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT
- Samedi 15 décembre 2018 de 09 H 00 à 12 H 00 à la Mairie de DORENGT

À l'issue de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance, à la Direction

départementale des territoires (50, boulevard de Lyon, 02011 LAON Cedex), à la mairie de DORENGT et sur le site Internet de la Préfecture de l'Aisne, pendant une durée d'un an, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le Préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susmentionnée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus. Cet arrêté vaudra décision.

- sur la demande d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L 512-1 du code de l'environnement.

Fait à LAON, le 19 octobre 2018
Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
L'adjointe au Responsable de l'Unité, Jenny POIRETTE

Parutions du 14/11
pour l'UNION
et du 17/11 pour
L'Aisne Nouvelle.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de DORENGT
02450

Séance du 14 novembre 2018

Numéro de délibération

L'an deux mille dix huit

et le quatorze novembre

à 20 h 30

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de : Mr Cambraye

Présents :

Mr Cambraye Mme Parmentier Mr Ketele Mr Malin Mr Rigaux Mme Pouillon Mme Godfrin Mr
Vanhoutte

Absents :

Mr Dewever Mr Roussillon

A été nommé secrétaire : Mme Pouillon

Objet de la Délibération

Parc Eolien de DORENGT - Avis du conseil municipal sur le projet dans le cadre de l'enquête publique.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre de l'enquête publique du projet éolien de Dorengt porté par la société ENERTRAG AISNE X organisée du 14 novembre 2018 au 15 décembre 2018 inclus, conformément à l'article 12 de l'arrêté préfectoral IC/208/139 en date du 17 octobre 2018, le conseil municipal est appelé à formuler un avis sur le projet entre le 14 novembre 2018 et, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Après délibération et vote à bulletin secret (7 avis défavorables - 1 avis favorable) à la majorité, le conseil municipal :

- Emet un avis défavorable sur le projet d'implantation d'un parc éolien sur la commune de DORENGT porté par la société ENERTRAG AISNE X.
- Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture

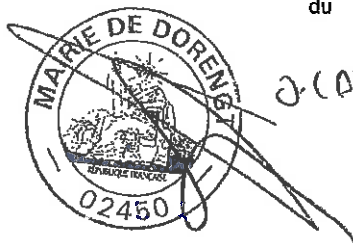
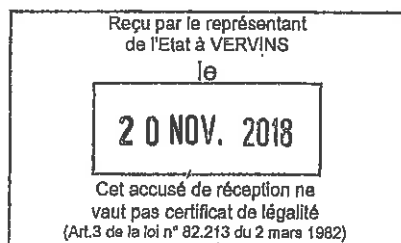
publication

notification

le

du

du



ARRONDISSEMENT
de VERVINS

CANTON
de GUISE

MAIRIE DE OISY

3 rue du Midi 02450 OISY
tél 03.23.60.01.87
mail mairieoisy@wanadoo.fr

2/4

**Le Maire de OISY,
Monsieur Christian BONIFACE,**

à **Monsieur le Maire,
Monsieur Olivier CAMBRAYE,
Mairie de DORENGT
1 rue de Calvaire
02450 DORENGT**

Oisy, le 21 novembre 2018

Monsieur le Maire,

Suite à votre courrier du 15 novembre 2018 concernant l'implantation d'un parc éolien sur votre commune, nous vous informons que le conseil municipal de OISY a pris une délibération et a donné un avis défavorable à ce projet.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.



Christian BONIFACE

COLLECTIVITE : COMMUNE DE LAVAQUERESSE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERATION 2018.11.22.0044

DATE DE CONVOCATION
15 novembre 2018

DATE D'AFFICHAGE
15 novembre 2018

L'an deux mille dix huit, le 22 novembre à 20h30
le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la
Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur PIROTTE
Jean-Paul, Maire.

Étaient présents : Mrs MARECHAL, HERBULOT, PICARD,
DROCOURT, Mme BURY
Absents : Mme PUSKARIC, Mr LAMOTTE, Mme BOCQUILLON.
Mr JOSSE, Mr MACARET.

Nombre de conseillers
EN EXERCICE 11
PRESENTS 6
VOTANTS 7

Monsieur LAMOTTE donne pouvoir à Mr HERBULOT
Monsieur JF HERBULOT a été élu secrétaire.

Objet : Avis sur le parc éolien de DORENGT.

Dans le cadre de l'enquête publique de demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur la commune de DORENGT, ouverte du mercredi 14 novembre 2018 au samedi 15 décembre 2018 inclus, présenté par la société ENERTRAG AISNE X, la commune de LAVAQUERESSE doit émettre un avis sur ce projet.

Après délibération, le conseil municipal, par 4 voix contre et 3 voix pour, émet un avis défavorable concernant le projet éolien sur la commune de DORENGT.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus et suivent
Les signatures.
Extrait certifié conforme
LAVAQUERESSE, le 22 novembre 2018.
Le Maire,



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

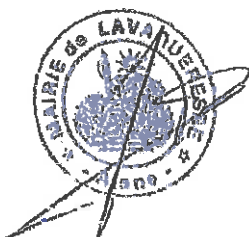
002-210203931-20181122-201811220044-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2018

Affichage : 27/11/2018

Le Maire, JP PIROTTE



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE LA NEUVILLE LES DORENGT
02450

Séance du 22 novembre 2018

Numéro de délibération

L'an deux mille dix huit

et le 22 novembre

à 20 heures 30.

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de : Mr Pétiau

Présents :

Mme Mahieux Mme Denys Mme Brun Mr Pétiau Mr Mura Mr Lecat Mme Caron

Absents :

Mr Porembski Mme Meresse

A été nommé secrétaire : Mme Brun

Objet de la Délibération

projet éolien de Dorengt

Dans le cadre de l'enquête publique de demande d'autorisation environnementale d'exploiter
un parc éolien sur la commune voisine de Dorengt, ouverte du Mercredi 14 novembre 2018
au Samedi 15 décembre 2018 inclus, présentée par la société Enertrag Aisne X, le conseil
Municipal doit emettre un avis sur ce projet

Le Conseil Municipal vote à bulletin secret.

Après dépouillement, 7 bulletins défavorables
0 bulletin favorable .

Le conseil municipal de la Neuville les Dorengt à l'unanimité emet un avis défavorable
concernant le projet d'implantation de 6 éoliennes sur la commune de Dorengt par la société
Enertrag Aisne X.

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture

le

du

publication

notification

Pour copie représentant du Maire 30 NOV. 2018 Cet accusé de réception ne vaut pas certificat de légalité (Art.3 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982)

